

SOMMAIRE

- **Marché du travail : la précarité comme amortisseur**
- **ST-Ericsson : manifestation à Paris contre les délocalisations**
- **Fonction publique : trois syndicats appellent à l'action en novembre**
- **La Poste : cinq syndicats appellent à la grève le 24 novembre**
- **Salaires dans l'Éducation : l'urgence de la mobilisation**
- **Face aux risques psychosociaux : il faut du dialogue social**
- **Yahoo France : fermeture annoncée du site d'ingénierie d'Échirolles**
- **AFPA : gel des recrutements, inquiétude des syndicats**
- **Accidents du travail : l'UMP fait voter la fiscalisation des indemnités**
- **Assurance maladie : la part de la Sécu diminue, celle des complémentaires augmente**
- **Colloque CGT/FSU : refonder l'éducation permanente pour une formation émancipatrice**

ÉDITO

« SONNEZ TROMPETTES, RÉSONNEZ MUSETTES... »



S'il faut en croire le gouvernement, nous serions tirés d'affaire comme en témoigne l'augmentation du produit intérieur brut de 0,3 % au troisième trimestre, comme au deuxième trimestre 2009. Christine Lagarde est béate et nous promet une fin 2009 sur les « chapeaux de roues ». Les communiqués victorieux et les satisfecit à bon compte de Nicolas Sarkozy et de ses zéloteurs n'ont d'autre but que de valider le cap suivi depuis le début de la crise et accréditer l'idée qu'il n'y aurait pas besoin de changer de politique gouvernementale ou de mode de gestion des entreprises. Faire croire que tout a changé, pour que rien ne change et que tout recommence...

Voilà bien des discours découplés de la réalité vécue par des dizaines de milliers de salariés qui ont perdu leur emploi au troisième trimestre, comme pour des centaines de milliers de salariés qui se trouvent au chômage depuis un an, de même que pour les salariés et les retraités qui souffrent de la baisse du pouvoir d'achat. Pour tous, la reprise, quand elle viendra, se mesurera à l'aune des emplois et des salaires. Par ailleurs, tempèrent les experts, la consommation des ménages, traditionnel moteur de la croissance, a stagné au troisième trimestre tandis que l'investissement a continué à reculer (- 0,7 %

pour les entreprises, - 2,9 % pour les ménages). Les chiffres de l'Insee confirment comme au trimestre précédent, que la croissance économique en France s'explique par la hausse des exportations. Si rien ne change d'ici la fin de l'année, on aura en 2009 une décroissance de 2,5 %, avec une forte baisse de 7 % de l'investissement des entreprises et un demi million d'emplois supprimés dans les secteurs marchands non agricoles.

Tout laisse penser, pour Éric Heyer (OFCE), que les entreprises vont « continuer à ajuster leurs effectifs » à la baisse pour s'adapter à l'activité, regagner en productivité et restaurer leurs marges ce qui crée les conditions d'« une reprise sans création d'emplois ». A l'image de PSA Peugeot Citroën qui a annoncé jeudi que la suppression de 10 % des effectifs du groupe en France, soit 6 000 postes, était nécessaire d'ici à 2012 pour améliorer sa productivité. Grâce à l'injection des milliards d'euros d'argent public, les difficultés ont été de courte durée pour les secteurs financiers qui affichent des bénéfices considérables et s'apprêtent à distribuer des dividendes importants aux actionnaires... Toujours mutualiser les pertes et privatiser les profits.

Dans un communiqué du 10 novembre, la CGT rappelle que « la crise en cours résulte des années de récession sociale ». Une vraie reprise appelle d'autres choix permettant de revaloriser le travail, promouvoir l'emploi stable et bien rémunéré, d'accroître l'investissement productif. Les moyens de cette politique existent : il faut mobiliser autrement le système financier et les fonds disponibles au service de l'emploi, de la formation et de l'investissement productif. Mais il faut aussi promouvoir « une autre conception de la démocratie dans laquelle grâce à l'intervention des salariés et citoyens, les choix politiques et de gestion seront fondés prioritairement sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, estime la CGT. Cela implique enfin de reconnaître aux salariés et leurs représentants de nouveaux droits d'intervention sur les choix stratégiques des entreprises ».

Marché du travail : la précarité comme amortisseur



Selon une note du Centre d'Analyse Stratégique (CAS) intitulée « *L'ajustement de l'emploi dans la crise : la flexibilité sans la mobilité ?* », la crise actuelle « *met en lumière avec une force inégalée la dualité du marché du travail français, qui se traduit par un double phénomène de rétention de la main d'oeuvre sur le coeur de l'emploi et d'ajustement rapide sur la frange périphérique de l'emploi (CDD et intérim essentiellement)* ». Autrement dit, selon cette note, « *les salariés en contrats stables appartenant au coeur de l'emploi ont été relativement épargnés par les destructions d'emplois au second trimestre 2009* ». Parmi les 3,5 millions d'inscrits à Pôle emploi au premier trimestre 2009, 340 000 étaient au chô-

mage suite à une rupture de contrat stable dans l'année écoulée. Les entreprises ont réduit le recours à l'intérim, qui a joué « *le rôle d'amortisseur de choc conjoncturel, notamment dans l'industrie* ». L'intérim a représenté plus de la moitié des destructions d'emplois entre début avril 2008 et fin juin 2009 (53 %), alors que sa part dans les effectifs salariés totaux n'était que de 3,6 % à la fin 2007.

ST-Ericsson : manifestation à Paris contre les délocalisations

200 salariés de ST-Ericsson, co-entreprise du fabricant STMicroelectronics et de l'équipementier suédois Ericsson, ont manifesté mardi à Paris devant l'Assemblée nationale contre les délocalisations et la fermeture du site de Caen. « *On n'en n'est plus à délocaliser l'industriel, on délocalise même le développement technologique vers des sites comme Bangalore en Inde, ou en Chine* », a déclaré à l'AFP le secrétaire du comité d'entreprise.

« *Il y a un deuxième risque, c'est la financiarisation du pilotage des entreprises, c'est particulièrement le cas pour Caen, dont la fermeture a été annoncée en juin, les discussions relatives au choix des projets et à la marge opérationnelle ne venant qu'en septembre* ». Les salariés de STMicroelectronics étaient accompagnés de ceux d'Atmel, Altis Semiconductors, Freescale et NXP, autres entreprises de la filière électronique confrontées à des restructurations.



Fonction publique : trois syndicats appellent à l'action en novembre



La CGT, la FSU et Solidaires ont appelé mardi à faire de la deuxième quinzaine de novembre « *une période de mobilisation continue* » et à « *multiplier les actions* » dans le service public, « *sous toutes les formes* » y compris la grève.

Selon leur communiqué, les projets de loi de finances pour 2010, actuellement en discussion au Parlement, « *sont porteurs de mesures et d'orientations extrêmement néfastes pour la Fonction publique et les services publics* » et « *aggravent, en particulier, la politique de suppressions d'emplois publics déjà insupportable* ».

La Poste : cinq syndicats appellent à la grève le 24 novembre

Cinq syndicats de La Poste (CGT, CFDT, FO, SUD et CFTC) ont appelé l'ensemble des postiers à la grève le mardi 24 novembre contre le projet de loi transformant le statut de La Poste en société anonyme.

Cette annonce intervient au lendemain de l'adoption en première lecture par le Sénat du projet de loi sur le statut de La Poste après huit jours consécutifs de marathon parlementaire. « *Si le gouvernement persistait sur son objectif de faire voter cette loi* », les organisations syndicales ont prévu de « *créer les conditions d'une manifestation nationale dans la semaine du 13 décembre* », précise le communiqué commun des syndicats.



Salaires dans l'Éducation : l'urgence de la mobilisation



La FERC-CGT a été reçue, lundi 9 novembre, en audience bilatérale au ministère de l'Éducation nationale, sur la question de la « *revalorisation des enseignants* ».

Le représentant du ministère a indiqué les pistes sur lesquels travaillent les pouvoirs publics. Elles sont fondées sur l'utilisation de moyens liés aux suppressions massives d'emplois ; la FERC-CGT a réaffirmé, en préalable, son opposition à toute négociation sur la base d'échanges d'emplois contre salaire. Elle a rappelé ses revendications en matière de rémunération : une grille entièrement revalorisée sur un seul grade et pas d'individualisation de la rémunération sous forme d'indemnités ou de primes fonctionnelles.

Face aux risques psychosociaux : il faut du dialogue social

Lors d'une table ronde organisée par l'Association des journalistes de l'information sociale (Ajis), plusieurs experts ont indiqué qu'il n'y avait selon eux ni solution miracle ni bonne pratique unique face aux risques psychosociaux au travail (stress, dépression...).

Si « *les risques psycho-sociaux ne sont pas nouveaux* », il y a « *une accélération du phénomène qui est importante* », a reconnu François Cochet, du cabinet d'experts Sécafi.

« *On est passé du déni à une forte mobilisation depuis un an et demi* », a ajouté Philippe Douillet de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), qui reçoit « *de plus en plus d'appels de comités de direction* » qui souhaitent mettre en place des journées sur le stress. Mais il n'y a pas de « *one best way* », a-t-il ajouté, citant les entretiens collectifs ou individuels de salariés, ou les questionnaires.

« *Il n'y a pas de déroulé de méthode valable partout* » a insisté François Cochet. « *Il n'y a pas de recette miracle, il faut se garder de vouloir aller trop vite* », a-t-il ajouté, inquiet par exemple de France Télécom, qui a annoncé que tout allait changer en janvier, après les suicides de 25 salariés en 18 mois.

Selon lui, il faut d'abord du « *dialogue social* », qui doit être « *le fil conducteur* » de toute action de prévention.



© Liliane Meynard et Cléo d'Oréfica / INRS

Yahoo France : fermeture annoncée du site d'ingénierie d'Échirolles

Jeudi en Comité d'entreprise, le groupe a annoncé son intention de fermer son site d'ingénierie à Échirolles, près de Grenoble, en supprimant 78 postes dans le cadre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). La direction explique que « dans un contexte économique difficile pour le marché publicitaire, elle veut consolider ses plates-formes ingénieries aujourd'hui isolées, au sein de quatre centres mondiaux » (Sunnyvale aux USA, Londres, Taiwan et Bangalore en Inde). En France, Grenoble qui emploie exclusivement des ingénieurs serait le principal site touché par cette réorganisation. Six postes seraient également supprimés à Paris, second site français du groupe américain. 61 postes d'ingénieurs seront créés aux États-Unis et en Europe de l'Ouest dont une cinquantaine devraient être proposés en priorité aux ingénieurs visés par le PSE, a fait savoir la direction.



AFPA : gel des recrutements, inquiétude des syndicats



Les syndicats CGT, CFDT, Sud-Solidaires, CFE-CGC et CFTC de l'Association pour la Formation Professionnelle des Adultes se sont inquiétés mardi dernier dans un communiqué de la décision de geler les recrutements, annoncée par le bureau de l'AFPA.

Pour les syndicats, cette décision « est une attaque brutale contre l'AFPA », car elle « lui enlève les moyens de fonctionner et va rapidement l'asphyxier » et « conduira à une chute des activités en direction des usagers. [...] La direction mise sur 3 188 départs qualifiés de « naturels » (comprenant les départs à la retraite) d'ici 2014. Et 1 260 CDD sont actuellement sous contrat. [...] S'ajoutant aux 900 départs de salariés de l'orientation vers Pôle emploi, c'est donc une véritable saignée des emplois qui est programmée ».

Accidents du travail : l'UMP fait voter la fiscalisation des indemnités

« C'est un rendez-vous d'équité », que n'a pas manqué d'assurer le chef de file des députés UMP, Jean-François Copé, qui a fait adopter vendredi à l'Assemblée un amendement qui soumet à l'impôt les indemnités journalières versées par la Sécu pour les accidents du travail. Selon lui, cette mesure, directement inspirée des États généraux UMP de la dépense publique, doit rapporter 150 millions d'euros par an. Cette mesure est combattue par les organisations syndicales et des associations. Elle s'applique aux indemnités versées à compter de 2010 et doit encore être votée au Sénat pour entrer en vigueur.



Assurance maladie : la part de la Sécu diminue, celle des complémentaires augmente

D'après une étude publiée par la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (FFSA) et la Gema (assureurs mutualistes), en 2008, la Sécu a financé 76,9 % du total des dépenses de soins, contre 77,5 % en 2007, les complémentaires santé (assureurs ou mutuelles) 13,7 %, contre 13,5 % et les ménages 9,4 %, contre 9,0 %.

Colloque CGT/FSU : refonder l'éducation permanente pour une formation émancipatrice

La CGT et la FSU ont organisé ensemble à Caen le 10 novembre un colloque « *Refonder l'éducation permanente pour une formation émancipatrice tout au long de la vie* ».

Si beaucoup de journalistes se sont intéressés à cette initiative pour supputer une recomposition syndicale, les deux organisations ont souligné dans un communiqué commun l'opportunité d'une telle initiative tant « *les politiques suivies mènent le système éducatif à l'impasse, accentuent la reproduction sociale, au lieu d'être un outil de promotion. La massification de l'enseignement secondaire et supérieur ne s'est pas suffisamment traduite par une démocratisation.*

La crise économique et sociale est aussi le résultat de la dévalorisation du travail, des trop faibles salaires, de l'insuffisance des investissements, en particulier dans l'éducation, la recherche et la formation continue. Les déficits de compétences dans les entreprises, les pertes de savoir-faire individuels et collectifs provoquent des goulets d'étranglement et constituent des obstacles au développement économique.

Notre initiative était nécessaire car les problèmes ne se posent plus à la même échelle que précédemment. Après la mise en place de l'école obligatoire, laïque et gratuite, après l'allongement progressif de la scolarité obligatoire, nous devons maintenant penser mieux l'éducation permanente à l'échelle de toute une vie.

Nous avons besoin de construire un vrai continuum de formation, une formation tout au long de la vie qui s'appuie sur une formation initiale solide pour tous. Nous aurons besoin d'intervenir pour élever le niveau des qualifications et imposer l'investissement massif dans l'éducation, la formation, la recherche, la culture pour ouvrir une nouvelle période de développement. C'est nécessaire à la fois pour permettre des parcours de vie non prédéterminés par la formation initiale et des parcours professionnels ouverts et divers. C'est nécessaire dans l'intérêt de la personne, de l'entreprise et de la nation.

Le syndicalisme est devant ses responsabilités pour agir et gagner dans les luttes revendicatives les réponses aux besoins économiques et sociaux. Pour relever ce défi nous ne pourrions travailler seuls. La formation tout au long de la vie pose en effet l'exigence d'orienter différemment l'ensemble des financements, des entreprises, des régions et de l'État.

La CGT et la FSU font partie des forces sociales qui veulent porter cette ambition émancipatrice pour le système d'éducation et de formation dans notre pays et ce grand projet d'éducation permanente. De l'intervention de l'ensemble des forces sociales, dépendra l'édification d'une formation réellement émancipatrice.

Conscients des enjeux et de leurs responsabilités, nos deux organisations syndicales conviennent d'un travail permanent en commun pour forger les outils d'une intervention efficace sur cet objectif. »

